

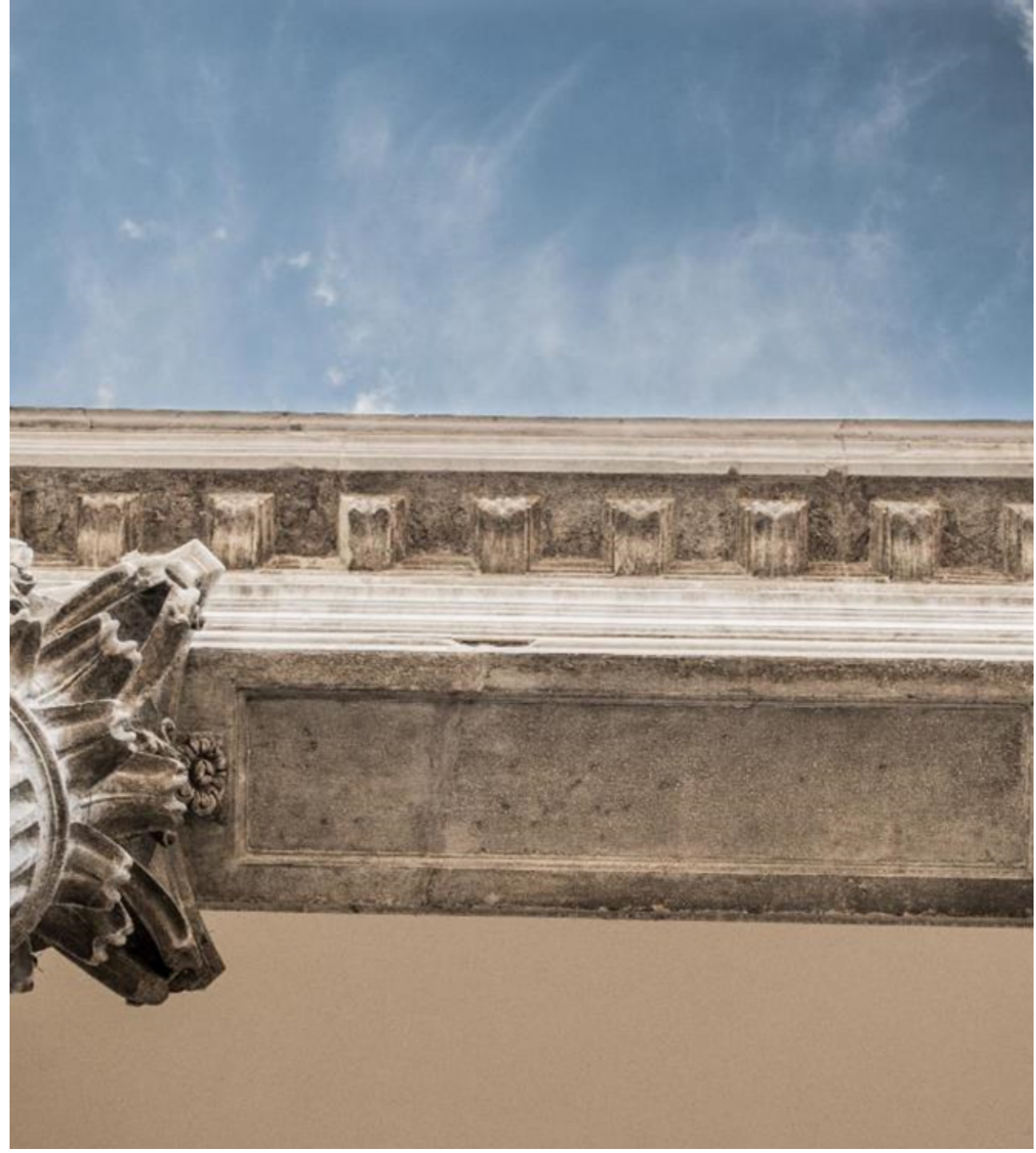
PROJEKT

Justitia^{4.0}

«Justitia 4.0» - Le projet, architectures et appels d'offres

Vital Meyer, Franz Achermann, Jérôme Barraud, 17.02.2021

«Journée professionnelle 2021»



Programme

- Contexte, objectifs et plan directeur
- Projet «Justitia 4.0»: phase conceptuelle 2019 - 2020
- Résultats «bacs à sable»
- Dossiers électroniques au sein des autorités judiciaires: application Dossier judiciaire (ADJ)
- Cyberplateforme judiciaire: transactions de base, modèle de données métier
- Cyberplateforme judiciaire: répartition en lots, calendrier des achats

Equipe de base Appel d'offres «Plateforme Justitia.Swiss»

Présents aujourd'hui:

- Vital Meyer, chef de projet global adj. (technique)
- Franz Achermann, architecte informatique
- Jérôme Barraud, juriste



Contexte, objectifs et plan directeur du projet «Justitia 4.0»



«Justitia 4.0» – de quoi s’agit-il?



Kick-off à Lucerne

- FR: <https://www.youtube.com/watch?v=4Nioaff3jd8>

Site Internet

- <https://justitia40.ch>

- Plateforme judiciaire «Justitia.Swiss»
 - Communication électronique des actes
 - Consultation de dossier électronique
- Application Dossier judiciaire ADJ
 - Poste de travail électronique
 - Dossier judiciaire électronique pour divers domaines du droit
- Communication et transformation
 - assistance aux autorités et aux avocats
- Législation, LPCJ (OFJ)
 - Fondation de l’entité «Justitia.Swiss» pour le développement et l’exploitation de la plateforme
 - Dossier numérique juridiquement valable
 - Obligation de communication électronique
 - Une seule plateforme

Travaux préliminaires du projet «Justitia 4.0» depuis 2019–2020 - phase conceptuelle

14.02.2019 - Coup d'envoi

Inauguration J. Fehr (CCDJP) et U. Meier



08.2020 - 02.2021

Projets partiels Bac à sable

- Coopération avec les cantons (BS, FR, GE, SG, ZH)
- Analyse des solutions productives (CH, DE, AT)



2019 - 2020 - Echange avec les autorités

- TF, TAF, MPC, OFJ, DazIT, ChF, ...
- AG, BS, FR, GE, SG, VD, ZH, ...



Préqualification (SIMAP) - 03.2021

12.2018 - 01.2020

modèle de coûts

Itérations multiples, analyse de différents modèles d'approvisionnement

Depuis le 28.03.2019 - Groupes spécialisés

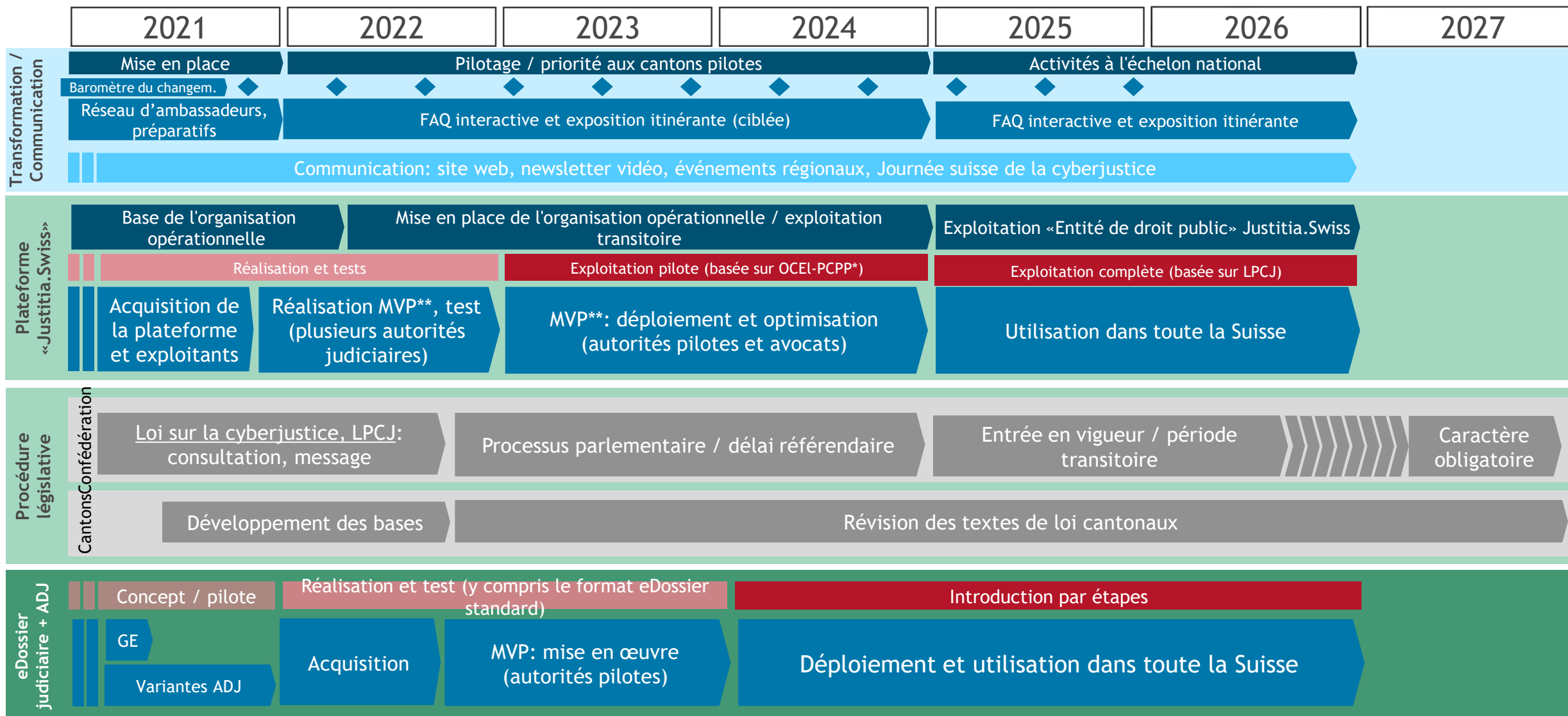
- 8 groupes d'experts: métier, technique, droit
- Env. 150 personnes: tribunaux, MP, avocats, exécution des peines
- Enregistrement des besoins/exigences



Depuis juin 2020

Révision des résultats avec les groupes d'experts, les représentants informatiques et les organes

Plan directeur





Bacs à sable «Justitia 4.0»



Bacs à sables Justitia 4.0

- *Proof-of-concepts* (PoC) avec les différents cantons, tribunaux ou ministères publics, avec lesquels la **convivialité**, la **conformité légale**, la **faisabilité technique** ou les **processus administratifs** des futures applications ont été analysés et testés en détail à un stade précoce du projet.

Bacs à sable et objectifs réalisés

Bacs à sable (Sandboxes)	Objectifs
1. PortailInfrastructure.FR *	Test de différentes variantes d'intégration de la plateforme aux systèmes informatiques cantonaux, accès via les identités fédérées des employés du système judiciaire
2. eConsultation.GE *	Illustration de la consultation des dossiers d'une partie à la procédure avec un dossier électronique décentralisé enregistré par les autorités judiciaires
3. eStrafakte.ZH *	Implémentation de la communication électronique des actes (CEA) entre le ministère public et le tribunal via la plateforme
4. VIS Justiz Bade-Wurtemberg	Evaluation d'une solution judiciaire établie pour la tenue des dossiers (évaluation et test)
5. eRichterakte BS	Evaluation d'une solution judiciaire établie pour la tenue et l'échange des dossiers (évaluation et test)
6. eIP Autriche	Evaluation d'une solution judiciaire établie pour la tenue des dossiers
* Infra.SB	Infra.SB a servi d'infrastructure de base pour les bacs à sable 1 à 3 comme élément de liaison entre les autorités judiciaires dirigeant la procédure et les parties à la procédure. Infra.SB a été développé sur la base de Azure Cloud, tous les résultats des travaux seront bien sûr communiqués dans le cadre de l'appel d'offres prévu.

Enseignements tirés des bacs à sable 1-3: PortailInfrastructure.FR, eConsultation.GE , eStrafakte.ZH (Basis: Infra.SB)

- Fonctions End to End de l'Infra.SB
 - **Plateforme** pour les participant a la procédure / **Services** pour la direction de procédure
 - Fonctions: Envoi, Boîte de réception, eDossier, Notifications / quittances
- Identifications des utilisateurs
 - Identités fédérées avec le **protocole Oauth 2.0** (Open ID Connect)
 - Authentification utilisateur (Analogie à la KeyCard de d'un Hôtel)
 - **Attributs des IDP's** règlent les droits d'accès à Infra.SB
- Variantes d'intégration
 - **Différentes interfaces** (API, Redirect, Widget), Architecture hybride
 - Indépendance technologique (Plattformadapter ist ungeeignet)
 - Sauvegarde des données (centralisées, décentralisées)
 - Les cantons définissent leur stratégie et décident
- Collaboration
 - **Approche agile**, sur un pied d'égalité, en continu
 - Orientation métier / technique
 - Équipes rodées qui travaillent dans les cantons
 - Intégration de la plateforme nécessite beaucoup d'effort (beaucoup d'acteurs interdisciplinaire, non-prévisibilité des problèmes)

Enseignements tirés des bacs à sable 4-6: solutions BW, AT et BS pour le dossier électronique

- Dossier électronique «VIS Justiz» (Bade-Wurtemberg)
 - VIS Justiz est une solution complète et mature, qui a été développée sur la base d'un système de dossiers utilisé à large échelle.
 - VIS Justiz est l'une des quatre solutions de dossier électronique actuellement utilisées dans le système judiciaire allemand.
- Portail d'intégration électronique «eIP» (Autriche)
 - La solution autrichienne de dossier électronique convainc par sa grande fonctionnalité, son confort d'utilisation et son architecture moderne.
 - La solution autrichienne n'est toutefois pas un produit avec un fabricant et une organisation d'assistance en arrière-plan; il s'agit en effet d'un développement en régie propre.
- eAktenportal Bâle-Ville (y c. «dossier du juge»)
 - Contrairement aux solutions en Autriche et dans le Bade-Wurtemberg, la solution proposée par BS repose sur des composants standard utilisés à large échelle par les milieux industriels.
 - Cette solution offre moins de fonctions spécifiques au système judiciaire et donc moins de confort d'utilisation.
 - L'exemple bâlois prouve qu'une solution peut être mise en place même avec des moyens relativement modestes.
 - Cette solution n'est pas encore utilisée à large échelle.

Justitia 4.0 – objets à livrer

Objet de la livraison	Description
1. Plateforme (régulée par la loi fédérale sur la plateforme de communication électronique dans le domaine judiciaire [LPCJ])	<ul style="list-style-type: none">- <u>Mise en place et exploitation</u> d'une plateforme centrale pour la communication électronique des actes et la consultation des dossiers (cyberplateforme judiciaire);- Création d'une <u>entité de droit public</u> répondant de la plateforme;
2. Application Dossier judiciaire «ADJ» (<i>Modification d'autres actes: «Modification d'autres actes», PA, LTF, CPC, CPP, ...</i>)	<ul style="list-style-type: none">- «Les <u>autorités</u> tiennent <u>les dossiers sous forme électronique</u> et transmettent les pièces par voie électronique».- pour le traitement efficace et convivial des documents de procédure électroniques et l'administration des dossiers judiciaires «protégée contre les modifications» (gestion des dossiers).- <u>Objectif: achat groupé</u>
3. Transformation	<ul style="list-style-type: none">- Soutien aux organes judiciaires pour favoriser le changement de paradigme au sein des autorités concernées à l'occasion de la transformation numérique globale.



ADJ «Justitia.Swiss»



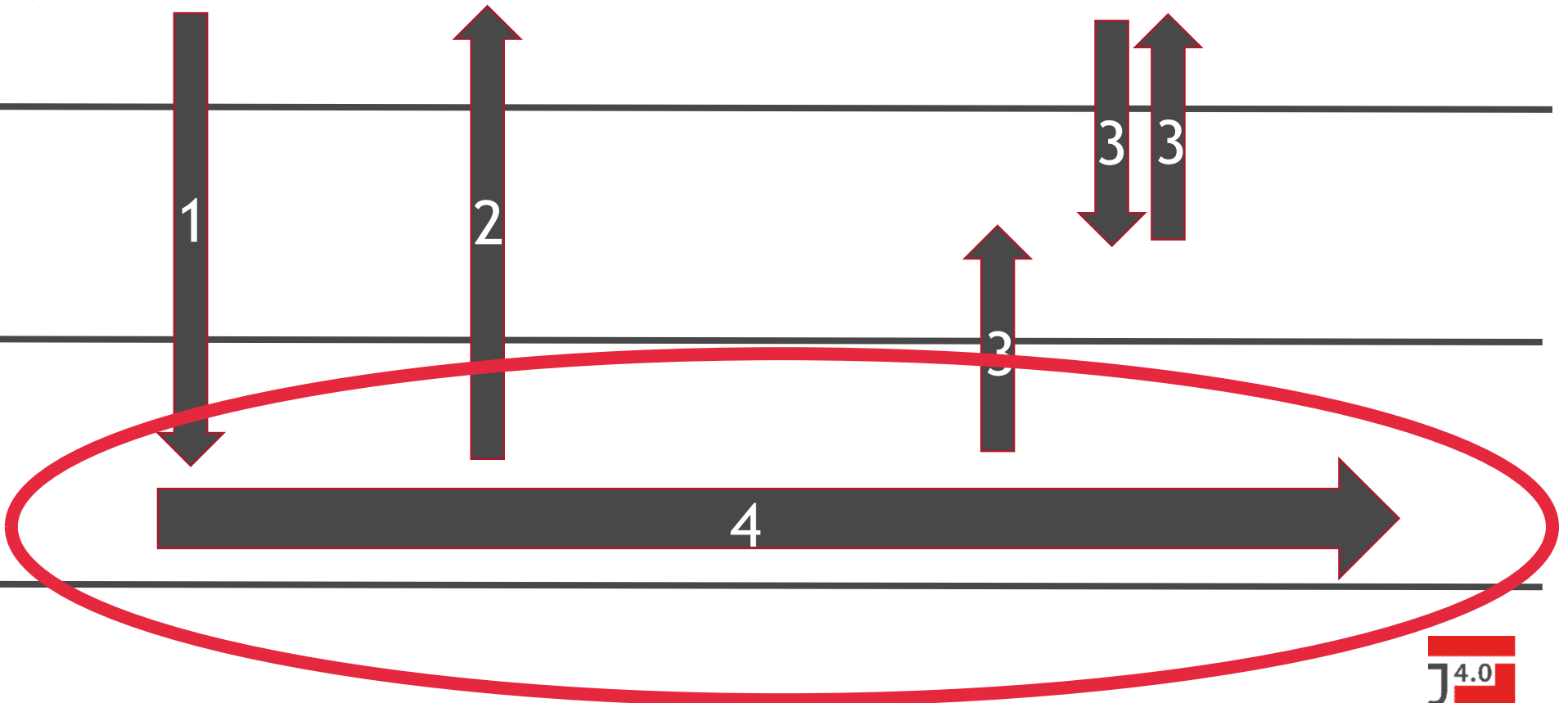
4 Transactions de base Rôle de l'ADJ

- 1. Communication
- 2. Notification
- 3. Consultation du dossier
- 4. Travail avec un dossier électronique

Autres acteurs à la
procédure

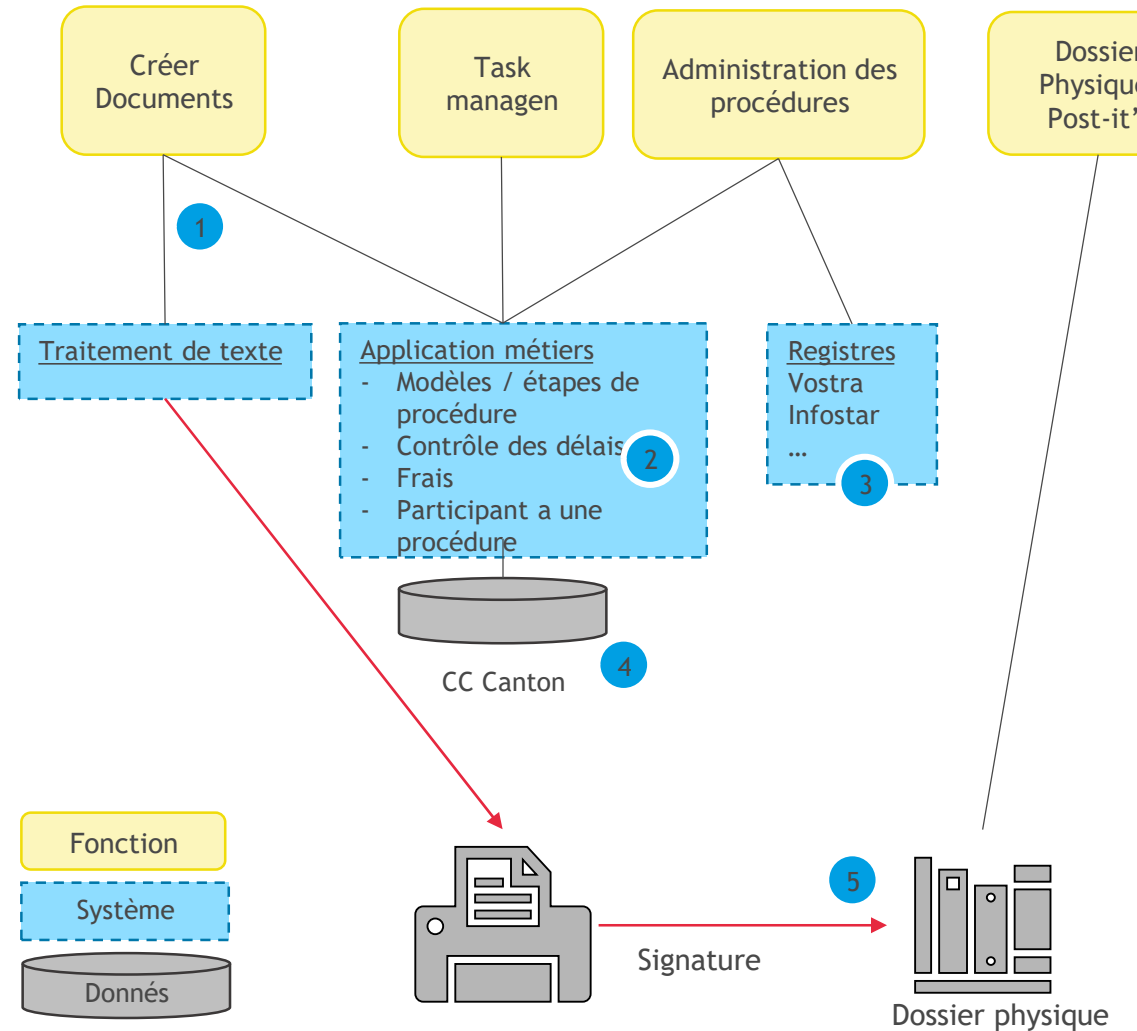
Plateforme

Direction de la
procédure



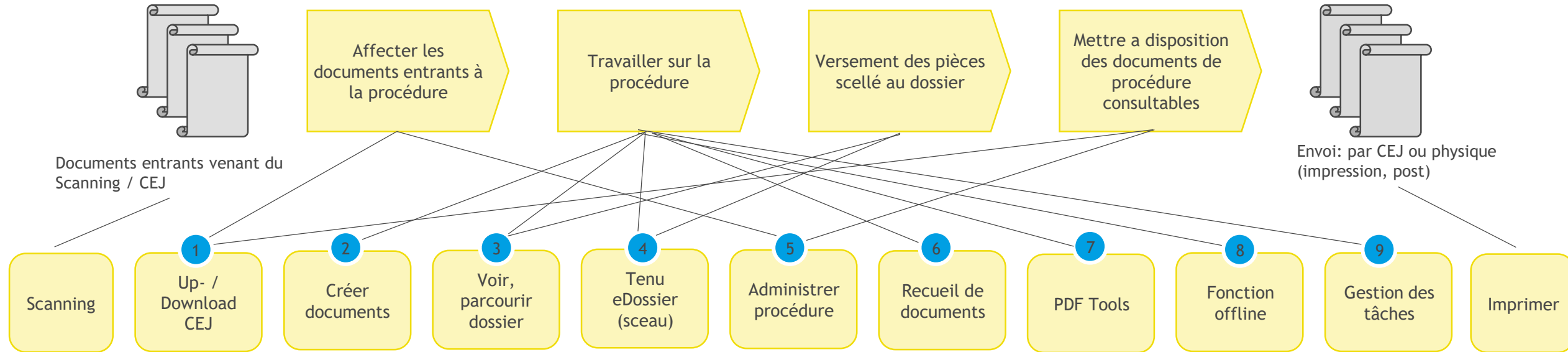
Dossier physique et support IT (aujourd'hui)

- Les dossiers (papier) est constitués d'un ensemble de documents
- Le traitement du dossier ("tâches") est lié à la présence physique du dossier : le dossier se trouve physiquement chez la personne responsable
- Les notes, références, etc. sont jointes via des Post-it's
- Les négociations et les audiences se déroulent sans support informatique
- Le soutien informatique est essentiellement limité à :
 - (1) Les éléments de texte provenant de modèles (souvent) générés par les applications métiers sont utilisés pour la création de documents
 - (2) Dans l'application métiers, les parties à la procédure sont administrées ainsi que les délais, les frais, l'ouverture et la fermeture des étapes de la procédure sont contrôlés (gestion des tâches)
 - (3) Interfaces vers divers registres (par exemple, le contrôle des habitants) pour l'administration des parties aux procédures.
 - (4) Les données de l'application métiers font (souvent) partie de l'informatique cantonale.
 - (5) Les systèmes et les interfaces pour l'entrée et la sortie des documents sont essentiellement physiques.



Dossier électronique et Support IT (Futur)

Fonctions utilisées pour le traitement électronique / efficace d'une procédure



- (1) Les documents et les dossiers de la CEJ et du monde physique (scanning) conduisent à l'ouverture d'une nouvelle procédure et/ou sont inclus dans le recueil de documents de la procédure.
- (2) Les documents, notamment des pièces de procédure, sont créés et édités pour la procédure.
- (3) Les dossiers et les documents peuvent être recherchés et visualisés efficacement dans le navigateur de dossiers.
- (4) Les documents de bureau sont versés dans la structure du dossier lorsqu'ils sont classés et sont (à partir de ce moment) inchangeables. Ils deviennent des pièces de la procédure.
- (5) ...ainsi qu'une interaction correspondante avec l'administration des procédures
- (6) Les documents et les notes sont personnels ou peuvent être partagés en interne (bureau).
- (7) Les outils PDF permettent d'ajouter des notes et des commentaires a des documents existants ou des pièces de procédure, de marquer certains passages du texte, de les noircir, de créer un argumentaire pour et contre (Aktenspiegel), etc.
- (8) Pour les négociations et le travail hors ligne, tous les documents et éléments de dossier d'une affaire peuvent être mis à disposition.
- (9) Pour travailler avec le dossier (en remplacement du post-it sur le dossier physique), une "gestion des tâches" est nécessaire



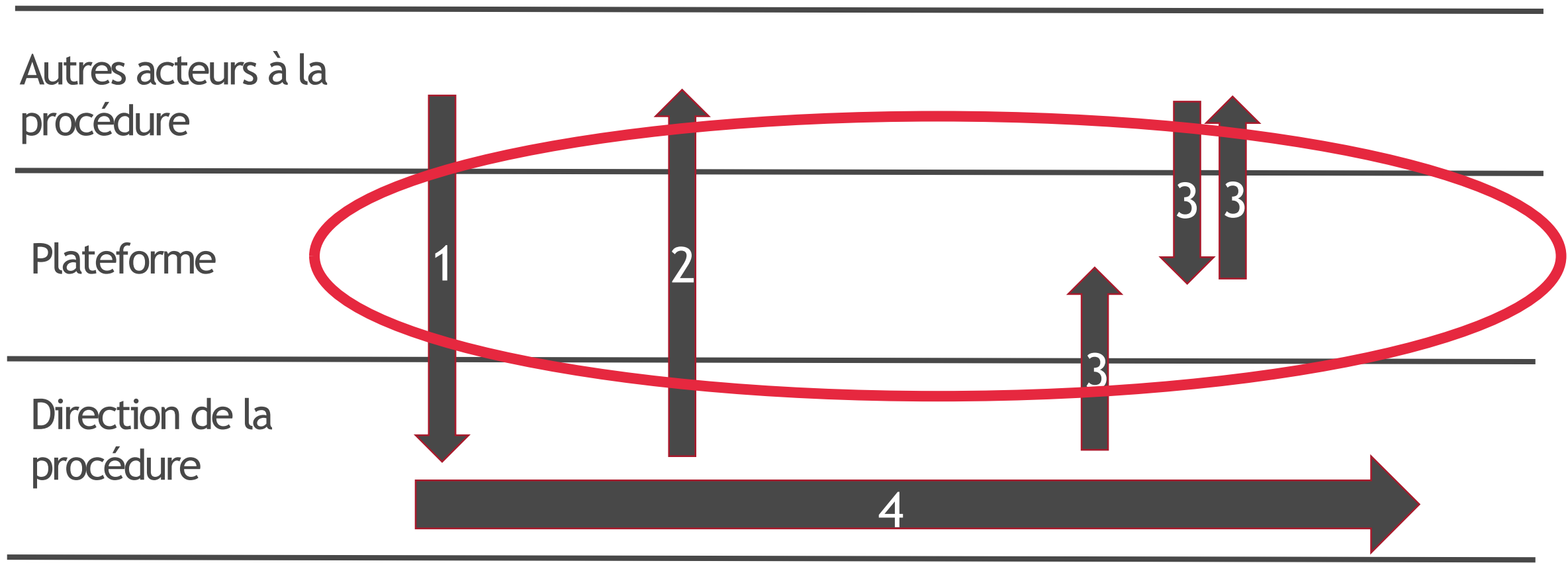
Plattform «Justitia.Swiss»



4 Transactions

Rôle de la plateforme

- 1. Communication
- 2. Notification
- 3. Consultation du dossier
- 4. Travail avec un dossier électronique



Principes architecturaux

- Souveraineté des données des dossiers (y c. autorisation) aux autorités judiciaires
 - Les pièces pouvant être consultées peuvent être archivées de manière décentralisée ou centralisée
- Les intervenants travaillent dans leur infrastructure informatique
 - Fonctionnalité de la plateforme pouvant être utilisée via l'API Justitia.Swiss et l'interface web
 - Interface rétrocompatible
- Les identités numériques sont obtenues à l'externe (e-ID, OpenID Connect)
- Cloud Native
 - Micro-services facilement déployables, couplés de façon souple dans des conteneurs d'applications permettant une certaine agilité pour un développement ultérieur et (autant que possible) une indépendance de l'infrastructure sous-jacente.
 - Les données ne sont cependant (sûrement) pas dans un cloud public.

Concepts métiers

Les **personnes** sont des organisations ou des personnes physiques.

Les personnes physiques sont authentifiées par des **identités numériques**.

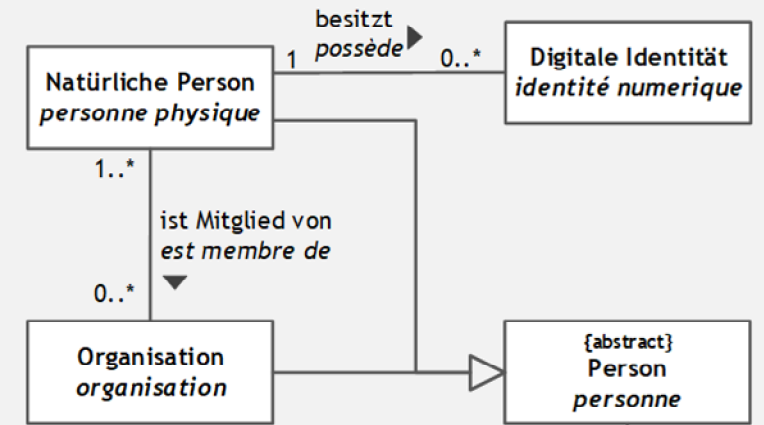
Les personnes sont propriétaires de **profils** qui servent à **l'adressage** pour la communication juridique électronique et la consultation en ligne.

Les **messages** sont des **communication** à une autorité judiciaire ou des **notifications** des autorités judiciaires aux participants.

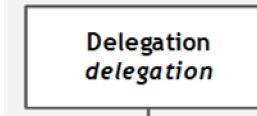
Les autorités judiciaires **autorisent à consulter** les dossiers.

Les autorisations peuvent être **déléguées** (sur la base d'un processus spécifique).

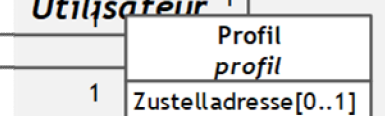
Identitäten und Personen



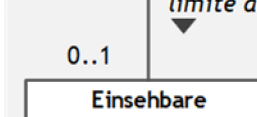
Delegation



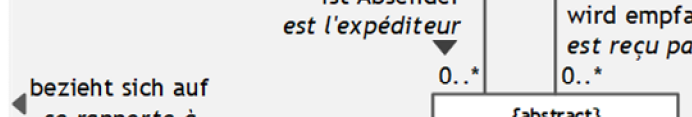
Teilnahme



Akteneinsicht



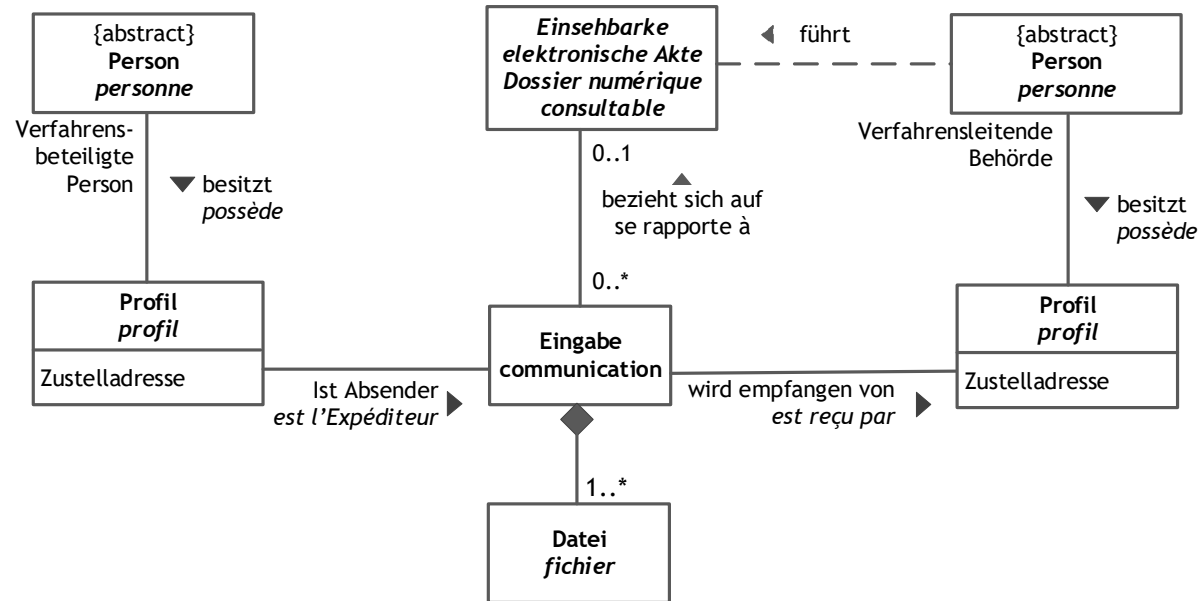
Rechtsverkehr



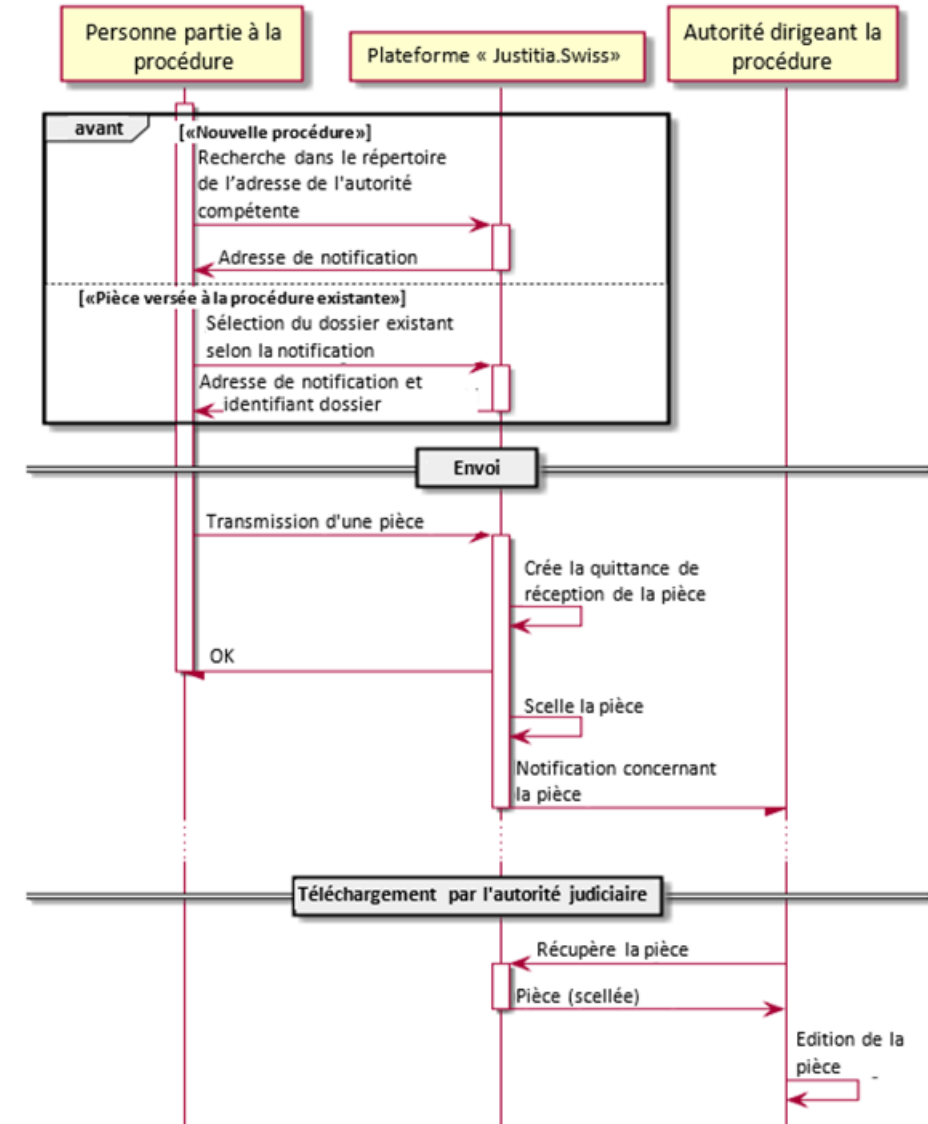
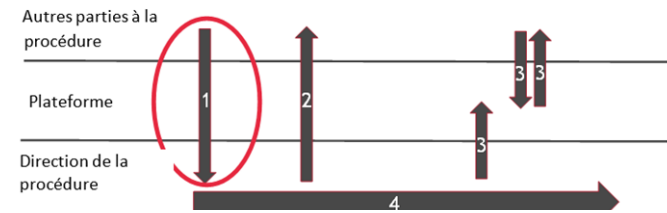
Akteneinsicht
Dossier

Rechtsverkehr
Messages

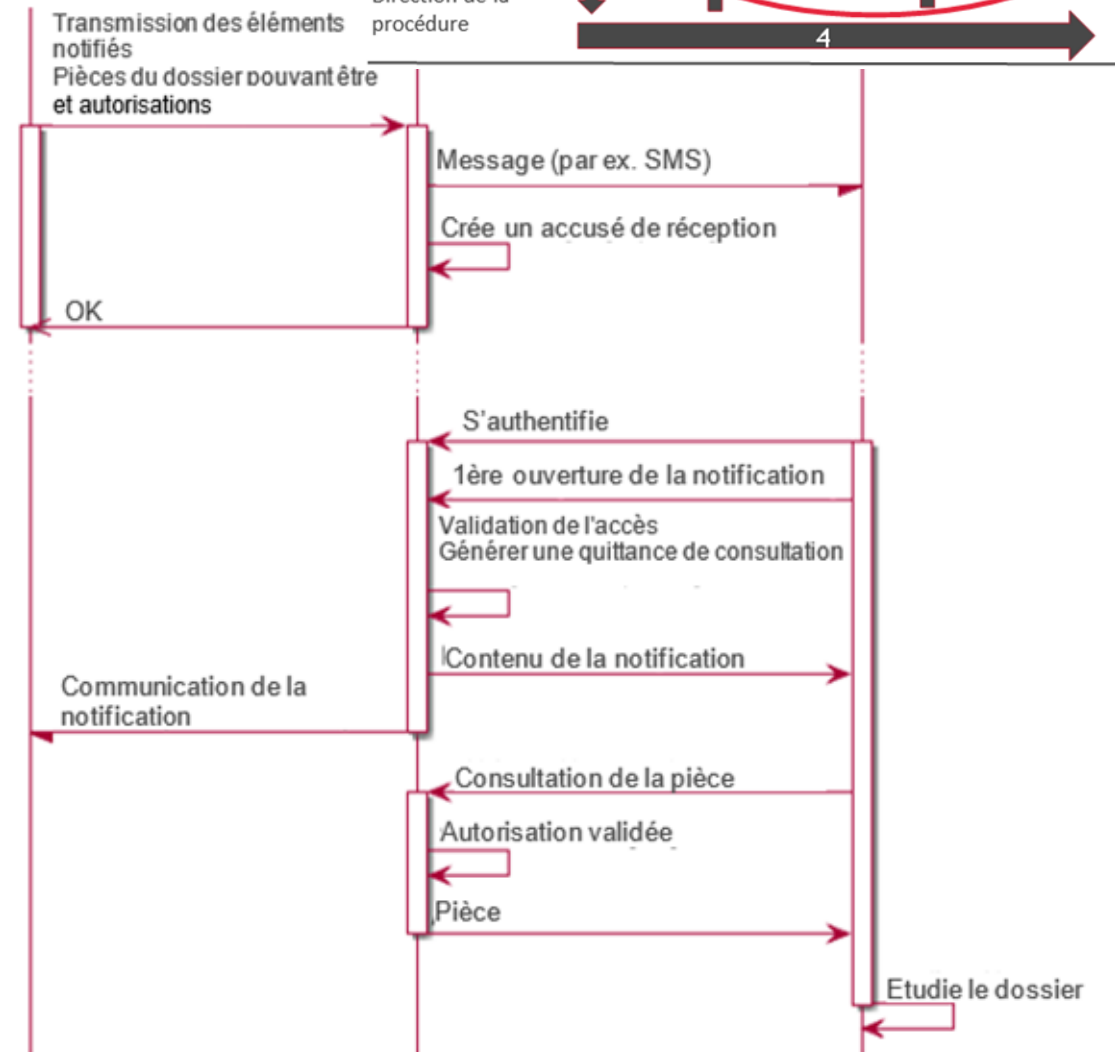
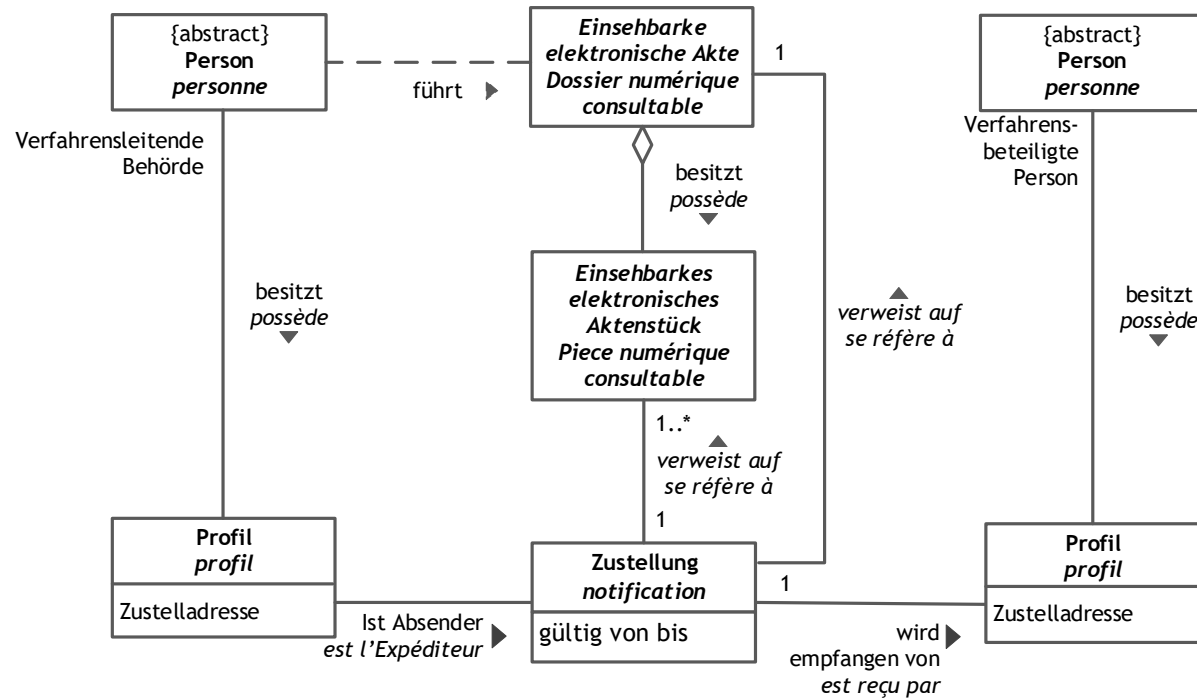
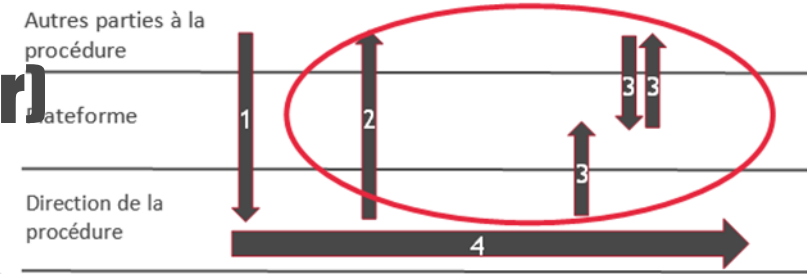
Communication



La communication se compose de plusieurs fichiers (mémoire + annexes)
 L'accusé de réception de la communication confirme le contenu (inaltérable) de la communication (Audit Trail).

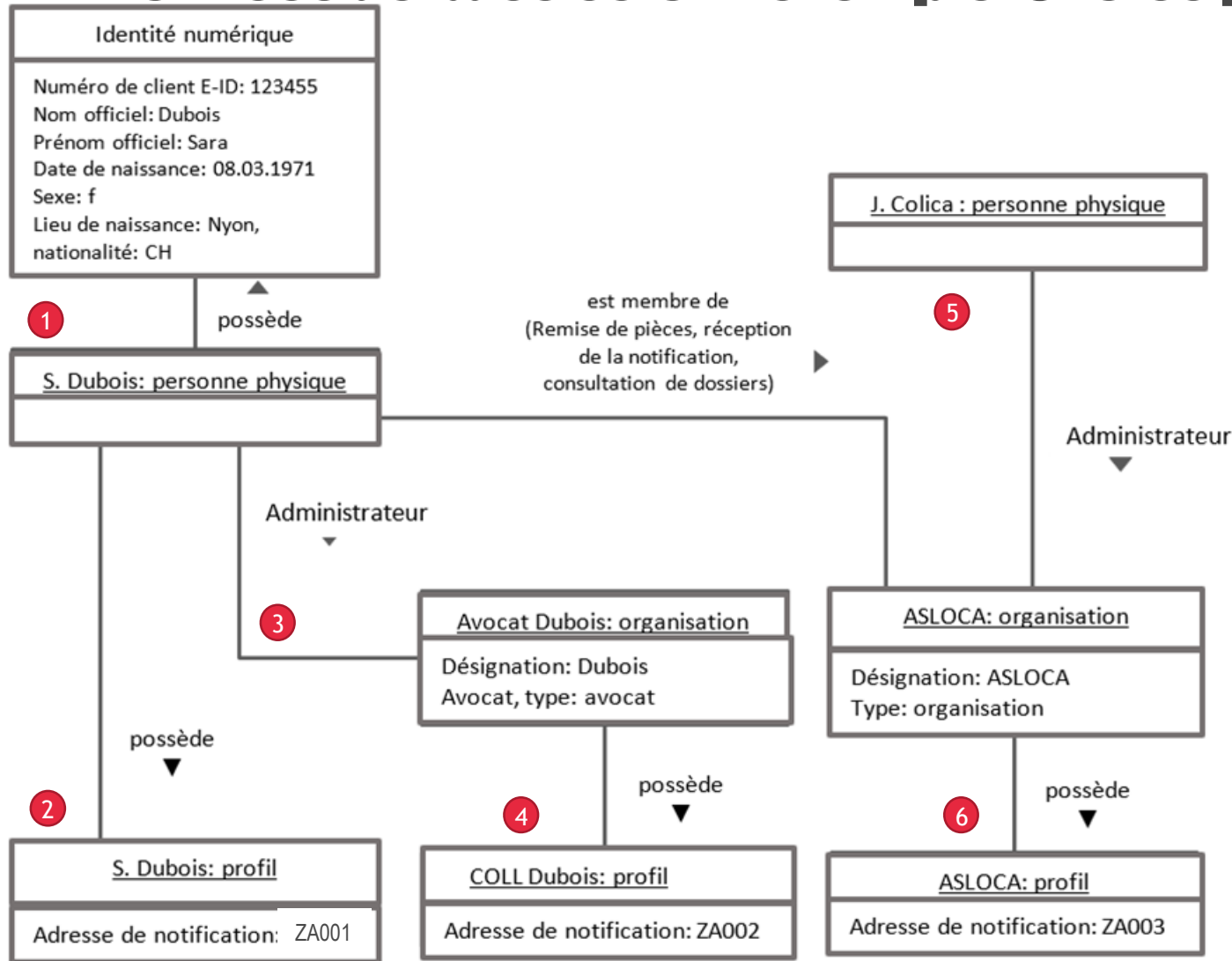


Notification (= demande de consultation de dossier)



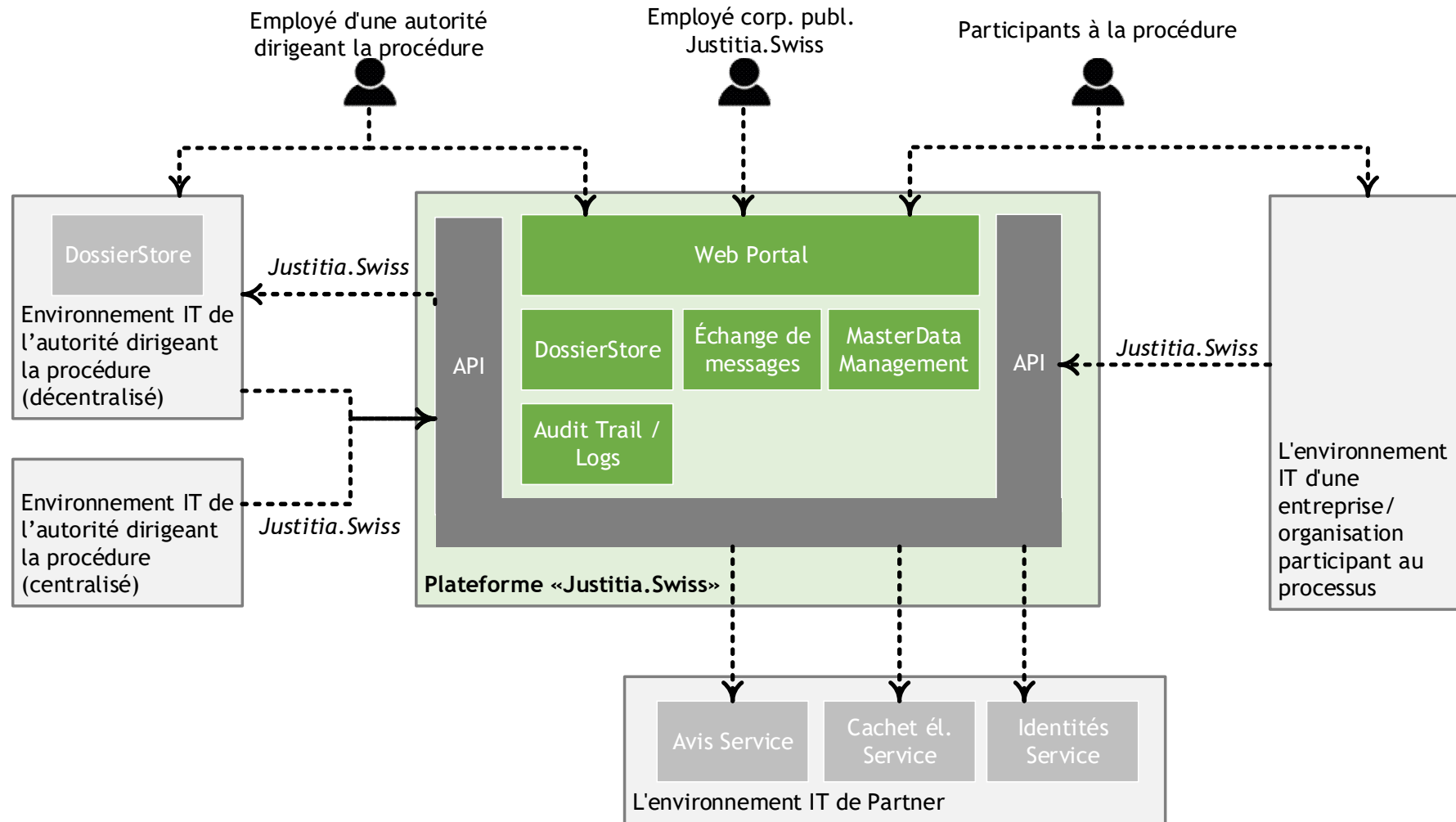
La notification contient les autorisations de consultation des pièces du dossier (documents actés par l'autorité)
 Les quittances indiquent la (première) consultation de la notification (délai)

Données de base selon l'exemple: 3 rôles pour S. Dubois



- (1) S. Dubois a une e-ID. Ses attributs officiels en sont tirés.
- (2) Elle a un profil, avec l'adresse de notification Z0001, par lequel elle règle ses propres cas (si elle en a en tant que partie).
- (3) Elle est l'administratrice (et l'unique membre) de l'organisation «Dubois Avocat»; en tant qu'administratrice, elle a tous les droits.
- (4) Elle intervient par ce biais en tant que représentante professionnelle.
- (5) Elle a été admise (par J. Colinca) comme membre de l'organisation ASLOCA. Elle a les droits (de recevoir des notifications, de consulter des dossiers et de remettre des communications)
- (6) Elle peut ainsi effectuer ces activités sur le profil de l'ASLOCA. **ZA0011**

Plateforme «Justitia.Swiss» - Point de vue système plateforme Justitia.Swiss



Légende

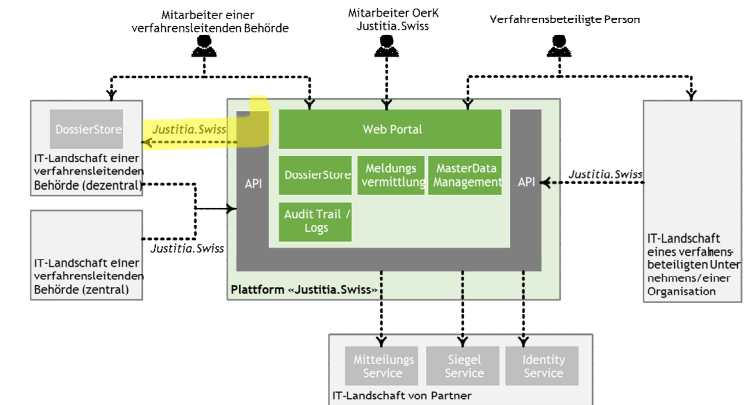
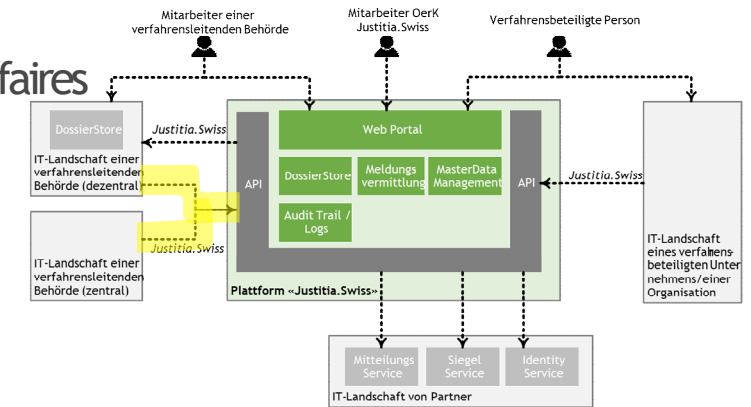
- Un module en dehors de la plateforme, avec des dépendances.
- Un module fonctionnel de la plateforme
- Un élément de base de l'infrastructure la plateforme
- B Une personne accède à un système via une interface
- A ----> B A utilise B via une API

Interfaces pour les autorités

- Justitia.Swiss.01: Registre des adresses
 - Recherche des participants, consultation des attributs officiels liés aux adresses
 - Synchronisation des participants à la procédure dans le système de contrôle des affaires
- Justitia.Swiss.03: Communication (à une autorité judiciaire)
 - Téléchargement de communications
- Justitia.Swiss.04: Notification et autorisations
 - Déclencher la notification (correspond à l'octroi de droits d'accès)
- Justitia.Swiss.06: administrer les dossiers électroniques
 - Cycle de vie des dossiers (en réalité uniquement des numéros de dossier)
 - Administration de la fourre du dossier
- Justitia.Swiss.08: Audit Trail
 - Consulter l'historique et (au besoin, ultérieurement) générer de quittances

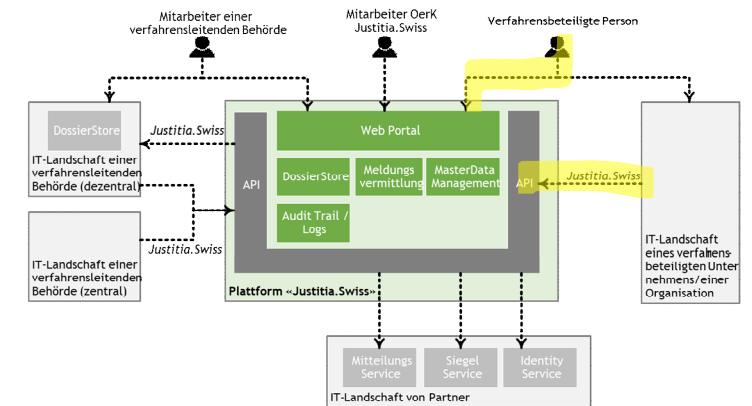
En cas de stockage décentralisé: mise en œuvre de

- Justitia.Swiss.05: Consultation des pièces
 - Pour le téléchargement d'une pièce

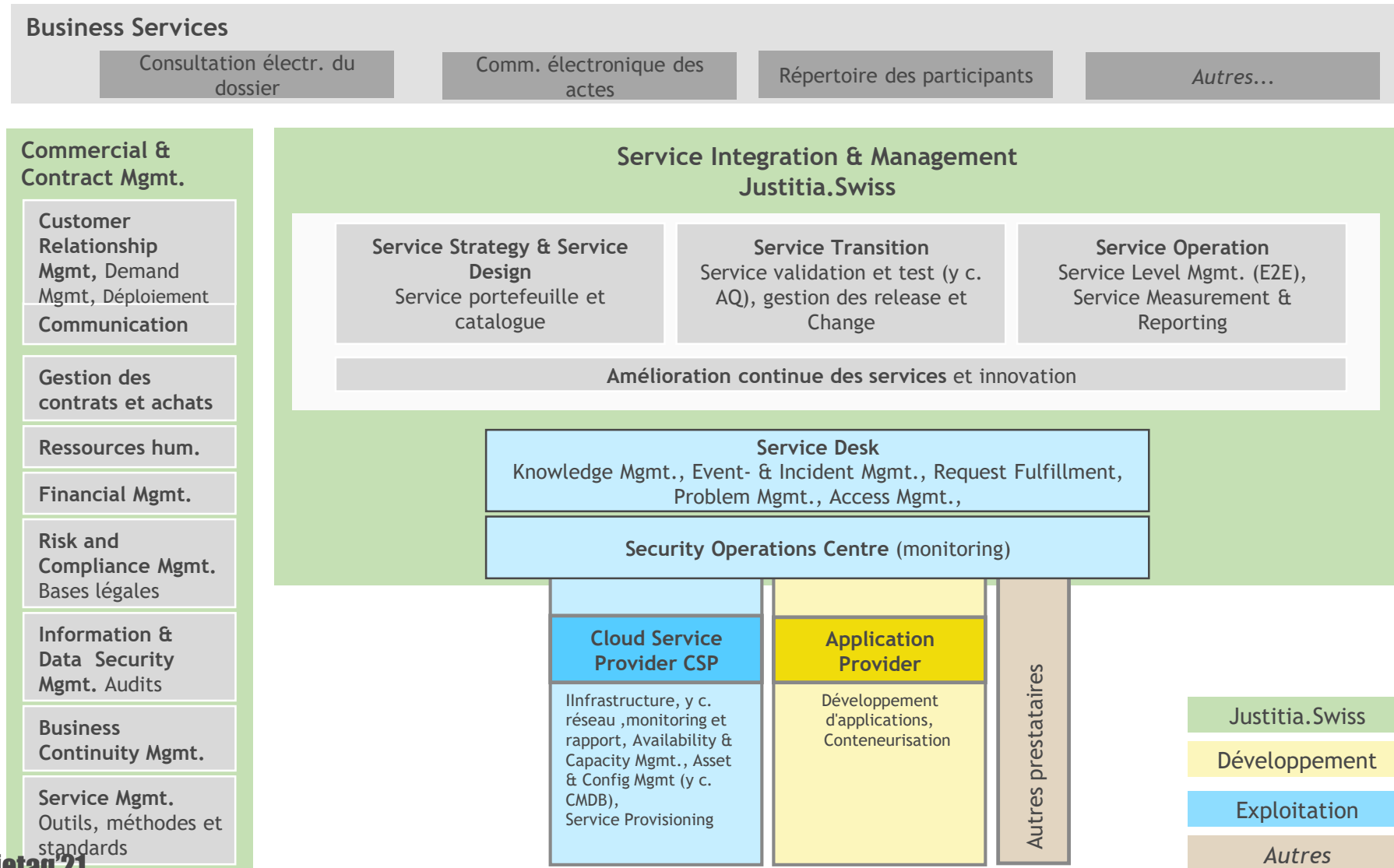


Interfaces pour les participants à la procédure (avocats)

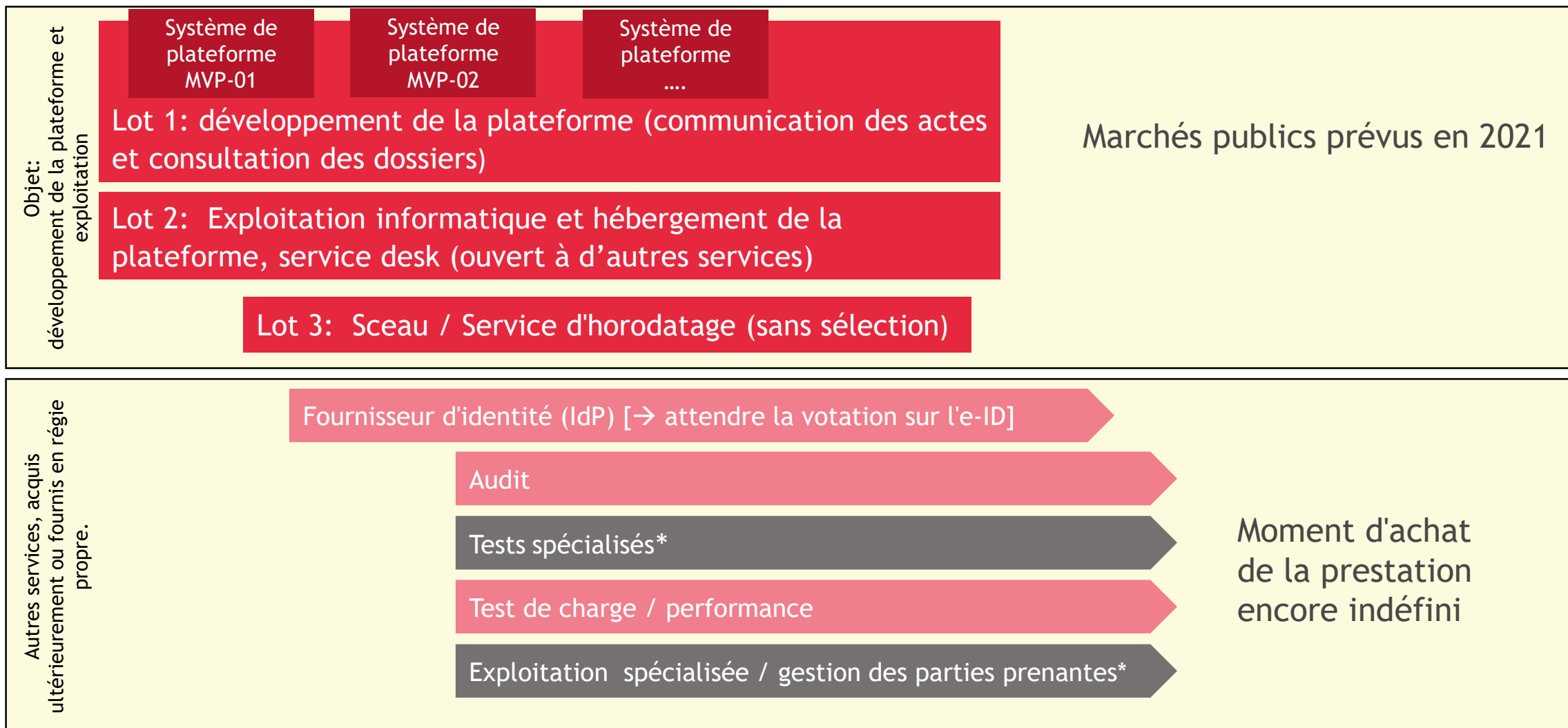
- Justitia.Swiss.01: Registre des adresses
 - Recherche des autorités judiciaires
 - Synchronisation des participants à la procédure dans le système de contrôle des affaires
- Justitia.Swiss.02: Self-Service (volatil)
 - Administration des profils (autres ressources d'adressage)
 - Configurer des délégations
- Justitia.Swiss.03: Communication
 - Déposer des communications (à des autorités judiciaires)
- Justitia.Swiss.07: Consultation des pièces
 - Recevoir des notifications et «naviguer» dans les dossiers (recevoir des pièces)
- Justitia.Swiss.08: Audit Trail
 - Consulter l'historique et (au besoin, ultérieurement) générer de quittances



Organisation de l'exploitation



Objets d'acquisition



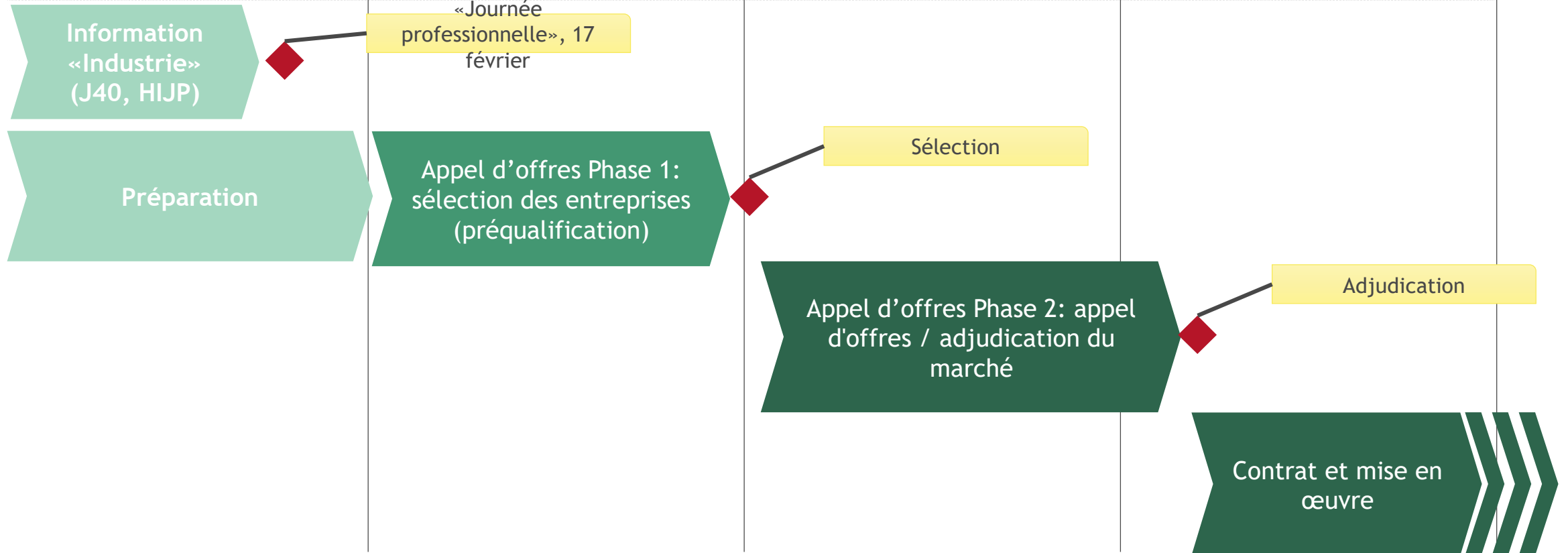
T1/2021

T2/2021

T3/2021

T4/2021

Procédure prévue pour l'appel d'offres de la plateforme «Justitia.Swiss»



PROJEKT


Justitia^{4.0} 

Vital Meyer, chef de projet global rampl.

Justitia 4.0

vital.meyer@kkjpd.ch

+41 79 541 54 23

www.justitia40.ch

